

Bruxelles, le 16 novembre 1988

NOTE BIO(88)360 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC. AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

432

Rendez-vous de midi et suite réunion de la Commission
- 16. 11. 1988 (C.D. EHLERMANN)

En complément aux documents diffusés déjà hier au sujet des décisions de la Commission, nous avons brièvement commenté les notes suivantes:

- La note P-133 explique la façon par laquelle la Commission entend intensifier ses actions en vue d'une amélioration de l'environnement dans la Méditerranée. Le programme porte le nom MEDSPA. Il fournit des lignes directrices pour l'allocation des ressources aux projets retenus, ressources d'ailleurs déduites des fonds structurels et d'autres instruments financiers.

- La Commission a formellement approuvé hier une proposition de décision du Conseil européen tendant à accélérer considérablement l'introduction coordonnée de la télévision de haute définition (HDTV) en Europe. La décision proposée marque un tournant important dans le débat sur la télévision de haute définition puisqu'elle déplace l'intérêt axé jusqu'ici sur la recherche, le développement et l'élaboration des normes vers la commercialisation de cette nouvelle technologie. Le projet de décision tient compte de la nécessité d'une stratégie claire et complète si l'on veut arriver au lancement des services de télévision de haute définition. Le projet démontre que l'Europe, s'il combine ses efforts, est capable de rattraper tous les retards accumulés vis-à-vis le Japon et les Etats-Unis. Le projet démontre aussi que si les industriels de la Communauté mettent ensemble leurs forces, l'industrie européenne est capable d'aller très loin (P-129).

- La Commission a également adopté un rapport au Conseil sur la cohésion de la coopération entre la Communauté et l'AELE (P-124). Comme il s'agit d'un rapport confidentiel, élaboré suite à la demande du Conseil du 25 janvier 1988, nous ne l'avons commenté que très brièvement. Nous avons tenu, pourtant, d'expliquer un élément qui est important pour comprendre le titre du document. Un titre qui peut, à première vue, donner lieu à des malentendus puisqu'il parle de "cohésion", expression qui ne peut que définir une situation interne. En fait, le titre reprend simplement la teneur du mandat reçu par le Conseil du 25 janvier 1988, invitant la Commission "d'examiner ... les possibilités d'approfondir la coopération [avec l'AELE] au-delà des travaux en cours en tenant compte entre autre du principe de la cohésion économique et sociale". Par ailleurs, le rapport relève quelques anomalies dans les relations entre l'AELE et l'Espagne, du fait que - contrairement au Portugal - cet Etat membre n'a repris les accords de libre-échange CE/AELE qu'au moment de son adhésion.

- La Commission a pris plusieurs décisions en matière d'aide:

- Une décision définitive et négative sera adressée à la

Belgique. Elle concerne une aide à l'investissement ainsi que certaines exonérations fiscales accordées à Belgian Shell qui construit un laboratoire R&D à Ottignies/Louvain-la-Neuve (IP-698).

- Une autre décision définitive, mais positive cette fois, concerne la France qui avait accordé une aide au producteur français de pneus Kléber (IP-700).

Dans d'autres cas, il s'agit tout simplement d'un feu vert pour

- une aide sociale en faveur des travailleurs allemands de la sidérurgie couvrant des licenciements dans plusieurs entreprises qui procéderont à des fermetures partielles de leurs installations avant la fin de 1990 (IP-699);

- les mesures fiscales envisagées par les Pays-Bas pour rentabiliser l'activité de sa flotte marchande (IP-701). Outre l'aspect "aides", cette mesure qui vise à alléger la charge fiscale frappant les salaires des marins, comporte un deuxième aspect, celui de la réservation d'un certain nombre d'emplois aux marins de nationalité néerlandaise. Cet aspect de la mesure sera examiné plus tard;

- les mesures en faveur de six ports français, c'est-à-dire à Dunkerque, Le Havre, Rouen, Nantes-Saint Nazaire, Bordeaux et Marseille (IP-702);

- des mesures d'aides allemandes en faveur de l'extensification de la production agricole (IP-705);

- une aide d'Irlande du Nord en matière de R&D (IP-708).

De plus, la Commission a décidé une aide d'urgence d'un montant de 200 000 ECUS destinée aux victimes des inondations en Espagne (IP-709).

- Finalement, nous avons tenu à revenir encore une fois sur une note qui avait déjà été diffusée hier: La note P-130 concernant les nouvelles priorités pour le NIC. Il s'agit d'une proposition importante qui vise à adapter le Nouvel Instrument Communautaire (NIC) à des nouveaux objectifs prioritaires. Pour le moment, un peu moins de 30 millions d'ECU sont encore disponibles au titre du NIC IV, tandis que les nouvelles demandes atteignent déjà 160 millions d'ECU.

Tout en visant, comme le NIC précédant, les PME, la nouvelle - 5ème - action du NIC se concentrera sur la diversification des économies rurales et la protection de l'environnement ainsi que les technologies nouvelles et leurs application.

Il est important de noter que NIC V n'aura pas de plafond. La Commission sera autorisée à contracter des nouveaux emprunts dans la mesure du remboursement des anciens emprunts. Avec ce système des "revolving fonds", la dette en cours au titre du NIC

restera dans une limite de 6 milliards d'ECU. Grâce à cette formule, le nouveau NIC n'augmentera donc pas l'endettement communautaire - ce qui n'était pas le cas des NIC's antérieurs. D'après nos estimations, les prêts à accorder sous NIC V pourront être financés par des nouvelles opérations d'emprunts de l'ordre de 500 à 1000 mio. d'ECU par an. Une partie importante des emprunts NIC étant contractée en ECU, ils contribuent au développement de celui-ci sur les marchés financiers. En plus, l'usage de la signature CEE permet des conditions financières avantageuses.

Amities,


Claus-Dieter EHLERMANN

PS. La liste du matériel distribué sera diffusée à part (voir note BIO(88)360 - suite).